

**ASSOCIATION DES CENTRES EDUCATIFS ET DE SAUVEGARDE DES MINEURS
ET JEUNES MAJEURS DE LOIR-ET-CHER**

Siège Social : 2, rue Sainte Anne - 41028 BLOIS Cedex

☎ 02.54.78.00.24

Déclarée le 20 avril 1982

N° W 411001941 PREFECTURE DE BLOIS

CENTRE EDUCATIF ET SOCIAL SPECIALISE

RAPPORT D'ACTIVITE 2020

SERVICE MEDIATION FAMILIALE

29-31, rue Duguay Trouin

CS 2914

41029 BLOIS Cedex

☎ 02.54.51.48.11

cess@acesm.fr

N° Siren 349 620 369





SOMMAIRE

P. 2	INTRODUCTION
P. 3	ORGANISATION DU SERVICE
P. 3	- LE PERSONNEL
P. 4	- LES MOUVEMENTS
P. 5	- LES ARRETS DE TRAVAIL, LA FORMATION
P. 7	- LES LIEUX D'ACCUEIL
P. 9	- LES LIEUX D'INTERVENTION
P. 10	- LE FINANCEMENT
P. 12	- LES AMELIORATIONS DES CONDITIONS DE TRAVAIL
P. 13	L'ACTIVITE
P. 14	- L'ACTIVITE GLOBALE
P. 22	- LES DEMANDES JUDICIAIRES
P. 23	- LES DEMANDES CONVENTIONNELLES
P. 26	- L'AUDITION DES MINEURS
P. 27	- DES PROJETS A DEVELOPPER
P. 28	CONCLUSION

INTRODUCTION

Nous ne pouvions imaginer que nos pratiques, notre vie même seraient bousculées de cette manière. Qu'un virus remettrait en cause nos libertés d'aller et venir, nous imposerait ce que l'on nomme la distanciation sociale, les gestes barrières, le visage masqué.

L'activité du service Médiation Familiale en 2020 a été marquée par la situation sanitaire :

- Une période de fermeture administrative a ainsi été décrétée sur le plan national entre le 16 mars et le 15 mai 2020. Les médiateurs familiaux ont été en télétravail. Ils ont mené quelques entretiens d'information par téléphone et ont utilisé pour quelques situations la visio.
- Le retour en présentiel s'est effectué avec la mise en œuvre des droits de visite dans des conditions sanitaires strictes.
- Entre les deux périodes de confinement, nous avons constaté une augmentation des demandes : les personnes ont exprimé une forte attente, certaines ont été en capacité de trouver des solutions intermédiaires, d'autres ont vécu des situations conflictuelles.

La coparentalité est au cœur du dispositif de la médiation familiale. Elle concerne le partage des responsabilités et la collaboration dans le déroulement du quotidien de l'enfant malgré la séparation.

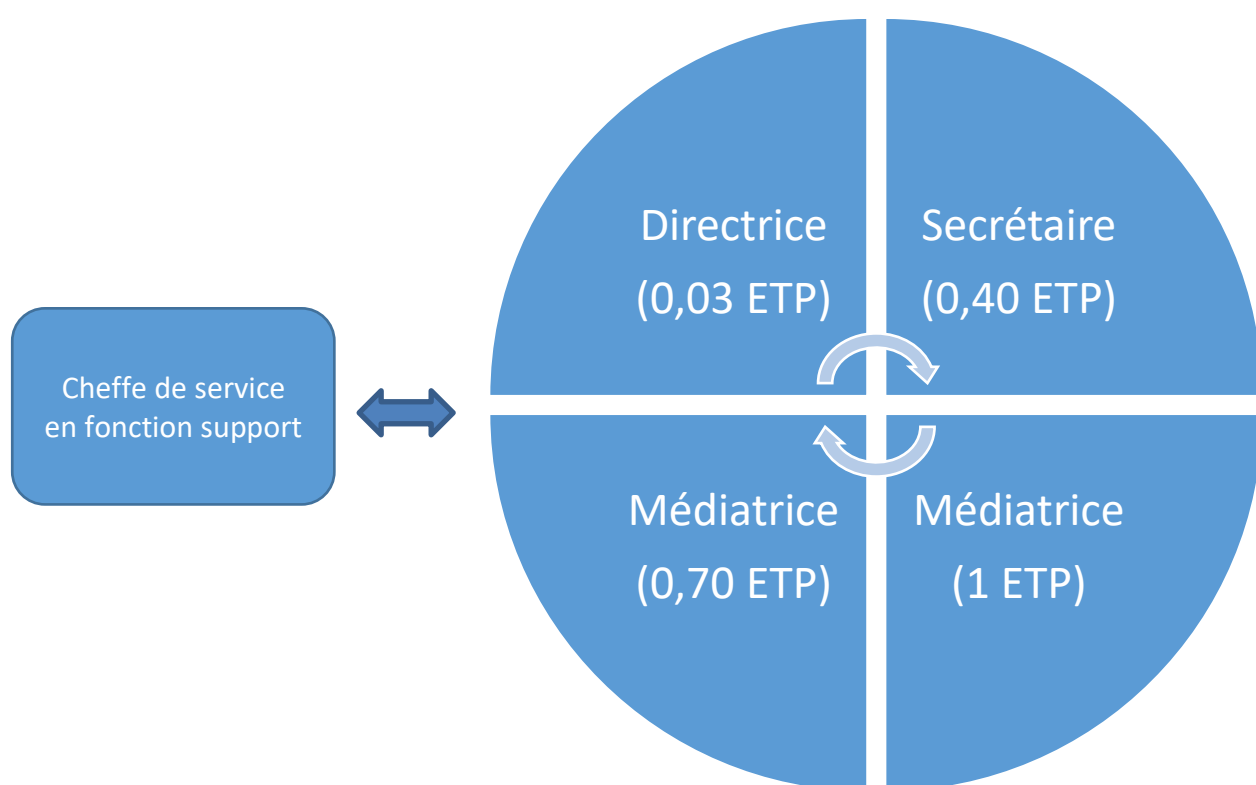
La coparentalité est un enjeu majeur car c'est la présence et l'attention de ses deux parents qui vont permettre à l'enfant de grandir et de se construire en confiance.

La médiation familiale s'affirme comme un outil au service des familles, accompagnant les séparations pour favoriser la communication et apaiser les conflits.

L'activité du service a été importante en cette année 2020 malgré les conditions sanitaires. Le remplacement d'une des médiatrices dans le cadre d'un congé maternité a ouvert l'opportunité du recrutement d'un médiateur familial en CDD. Cette personne poursuivra son activité au sein du service en CDI dans le cadre du remplacement de la seconde médiatrice familiale qui elle fera valoir ses droits à la retraite au 1^{er} avril 2021.

ORGANISATION DU SERVICE

LE PERSONNEL DU SERVICE MEDIATION FAMILIALE (au 31/12/2020)



LES MOUVEMENTS

Pour 2020, le service a compté 1,20 E.T.P. et ce jusqu'à fin août.

A compter du 1^{er} septembre, une médiatrice travaille à temps plein (0,80 E.T.P. dans le cadre de la prestation de service et 0,20 E.T.P. auprès du Tribunal judiciaire), cela portant à 1,70 E.T.P. le temps d'intervention du service dans le cadre de la médiation familiale.

Un remplacement de congé maternité a été effectif à compter du 09 octobre 2020 et un nouveau collègue s'est alors intégré à l'équipe.

Le secrétariat est assuré par une secrétaire à raison de 0,40 E.T.P. (qui travaille par ailleurs 0,60 E.T.P. en tant qu'assistante de direction).

Le temps affecté pour la directrice, est inchangé : 0,03 E.T.P.

La cheffe de service n'émarge pas sur ce service, mais à la demande de la directrice participe aux réunions de service et représente une fonction support.

Elle occupe une place importante pour le suivi des projets, la rédaction du projet de service.

Elle est aussi un maillon essentiel dans l'élaboration d'une réflexion autour des complémentarités que chacun des services pourrait apporter.

Elle inscrit également ce service dans son appartenance à l'institution CESS.

LES ARRETS DE TRAVAIL

17 Jours d'arrêt maladie et 84 jours de congés maternité concernant 1 personne

LA FORMATION

❖ PLAN DE FORMATION

Intitulé de la formation	Période de réalisation	Participant	Total formation 2020
Formation <i>"Parents/adolescents : reprise de relation en médiation familiale"</i> PARIS	3 jours 03,04 et 05 février 2020	1 médiatrice	1009,40 €

Une professionnelle est partie en formation cette année.

❖ **LE SEMINAIRE ANNUEL**

Chaque année nous organisons un séminaire d'une journée qui regroupe les services de médiation familiale, l'espace de rencontre parents enfants et les deux chefs de service du CESS. Ce séminaire se veut un temps de respiration et un temps de réflexion et d'échange autour des pratiques de ces deux services.

Nous avons évoqué plusieurs points :

- présentation d'outils de formation en analyse systémique (formation menée actuellement par une intervenante)
- échange autour des outils de médiation tels que la médiation animale et la médiation artistique
- travail sur la notion de psycho-traumatisme

❖ **STAGIAIRES**

Nous avons accueilli :

- deux stagiaires dans le cadre du DU de médiation et gestion des conflits (14h).

❖ **JOURNEES D'ETUDE**

Pas de journée d'étude cette année

LES LIEUX D'ACCUEIL



Espace accueil



Salle d'entretien dans le bureau des médiatrices



Salle d'entretien

Nous poursuivons notre accueil sur Vendôme et Romorantin-Lanthenay. Celui-ci a été affecté par les mesures sanitaires liées à la COVID et la fermeture des lieux accueillant le public.

Nos déplacements s'effectuent toujours sur rendez-vous à raison de deux journées par mois sur ces deux villes :

- au Point d'Accès au Droit le matin et à l'Espace CAF l'après-midi.

Une permanence mensuelle d'un après-midi est organisée à la MJD de Blois.

Ce partenariat est essentiel, il permet de rendre « accessible » la médiation familiale au plus grand nombre, à proximité du domicile des personnes.

Dans un souci d'amélioration de notre accueil, et avec l'appui de nos partenaires, il est essentiel que nous puissions penser l'espace de médiation comme un espace suffisamment grand, confortable (une heure et demie d'entretien), afin de faciliter les échanges entre les personnes.

La configuration sous forme d'un bureau n'est pas adaptée à l'esprit médiation familiale : elle détermine un espace où la personne considère l'autre comme sachant pouvant lui apporter une solution.

L'importance de l'accueil dans un lieu ouvert où chacun est sur un même niveau, sans entrave (grande table, mobilier), permet aux personnes d'appréhender ce lieu comme étant leur espace, et permet au médiateur de poser plus facilement des mots sur une communication non verbale des personnes.

LES LIEUX D'INTERVENTION

Lieux d'intervention	Entretien d'information	Séances de médiation	Processus de médiation
Au service	180	123	63
MJD Blois	9	0	1
CAF Vendôme	8	2	1
PAD Vendôme	16	3	3
CAF Romorantin-Lanthenay	9	11	1
PAD Romorantin-Lanthenay	13	1	1
Autre	3	3	1

Nous notons à Romorantin-Lanthenay une augmentation importante de fréquentation des permanences.

9 entretiens d'information à la CAF (5 en 2019)

13 entretiens d'information au PAD (8 en 2019)

12 séances de médiation se sont déroulées sur Romorantin-Lanthenay contre 1 l'an passé.

D'autant plus que ces chiffres sont forcément impactés par la période de confinement.

A Vendôme :

8 entretiens d'information à la CAF (11 en 2019)

16 entretiens d'information au PAD (17 en 2019)

Nous avons modifié à compter de septembre le jour de permanence et sommes revenus au lundi en place du jeudi, jour qui semblait plus adapté aux disponibilités des personnes (RTT, personnes en congé le lundi).

Une des médiatrices travaillant également dans un service conventionné à Tours, a pu proposer aux personnes habitant en Indre et Loire de recevoir une information à la médiation familiale à Tours.

La réciprocité a d'ailleurs fonctionné.

Nous n'avons eu du fait de la COVID 19 aucune séance d'information gratuite « parents après la séparation ». Une réunion d'information collective auprès de professionnels de la MDCS à Romorantin-Lanthenay a été annulée.

Une médiatrice familiale et la chef de service sont intervenues pour présenter la médiation familiale et l'espace rencontre parents-enfants à l'Institut du Travail Social à Tours. Cela s'est effectué dans les locaux de l'école, sous la forme d'une visio-conférence, du fait de la COVID 19, avec 80 étudiants connectés sur une matinée en novembre.

Toutes les rencontres programmées par la CAF dans le cadre du projet « parents après la séparation » ont été annulées.

LE FINANCEMENT

Le service de Médiation Familiale est financé dans le cadre d'une prestation de service et de co-financements :

- CAF (prestation de service)	:	86 607 €
- Justice	:	17 010 €
report N-1	:	5 000 €
- MSA	:	9 556 €
- Conseil Départemental	:	8 575 €
		<hr/>
		126 748 €

Une participation financière est demandée aux parents, selon le barème national établi par la CNAF, par personne et pour chaque séance. Le barème comporte 5 tranches de revenus allant de 2 € pour les personnes percevant le RSA et autres situations précaires à 131.21 € pour les personnes dont les ressources sont supérieures à 5 300 € mensuels.

La participation des personnes s'élève à 4 194 € pour l'année 2020.

Lors de l'entretien d'information préalable, le barème est remis aux personnes afin qu'elles aient une information complète avant leur engagement en médiation.

Nous leur expliquons également comment est financé le service et qui sont les financeurs.

LES AMELIORATIONS DES CONDITIONS DE TRAVAIL

- Une douche a été aménagée à l'intention du personnel
- L'aménagement de l'accueil a été refait

L'ordinateur portable et le téléphone portable sont utilisés lors des déplacements des médiateurs familiaux. Ils permettent ainsi d'enregistrer les dossiers à distance et de consulter les données nécessaires.

Depuis l'automne 2021, les médiateurs ont mis en place la possibilité d'engager des rendez-vous d'information par téléphone et/ou par visio avec des personnes qui sont éloignées ou dans l'impossibilité de se déplacer.

Des séances de médiation à distance se sont organisées avec des services de médiation conventionnés (CAEN, MONTAUBAN et Région Parisienne).

L'ACTIVITE

ACTIVITE 2020

298

- Demandes

290

- Entretiens d'information
(135 en judiciaire et 155 en conventionnel)

71

- Processus de médiation
(dont 55 terminées au 31/12/20)

144

- Séances de médiation

386

- Nombre de participants

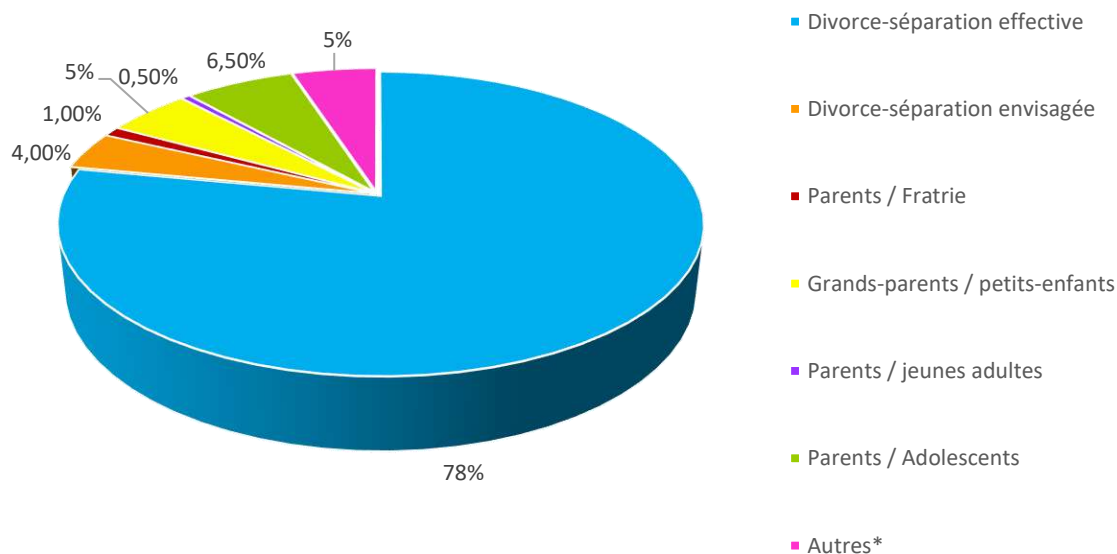
L'ACTIVITE GLOBALE

298 DEMANDES et 290 ENTRETIENS D'INFORMATION

REPARTITION PAR TYPE DE MEDIATION

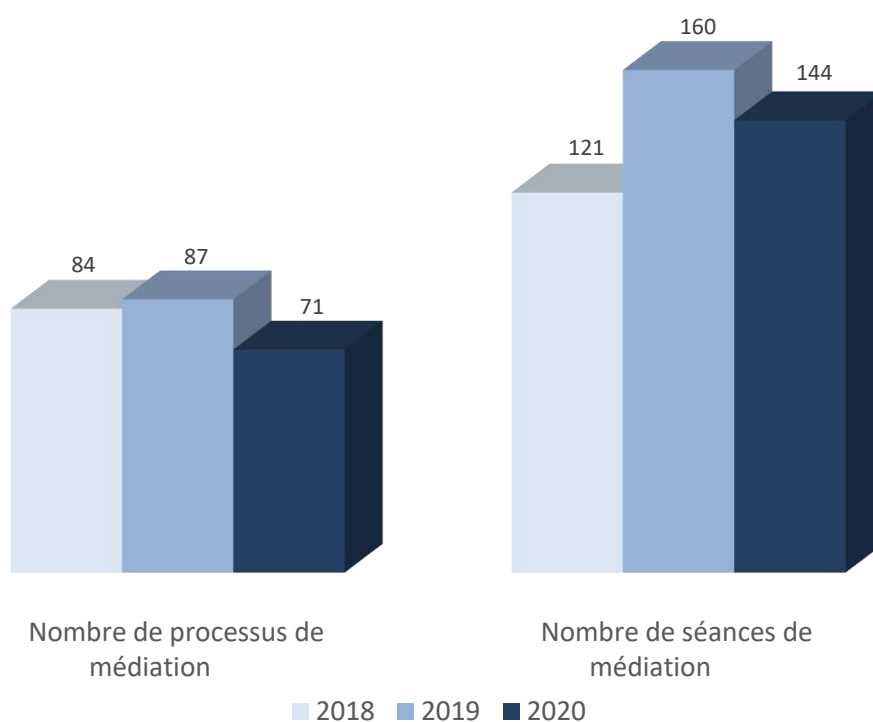
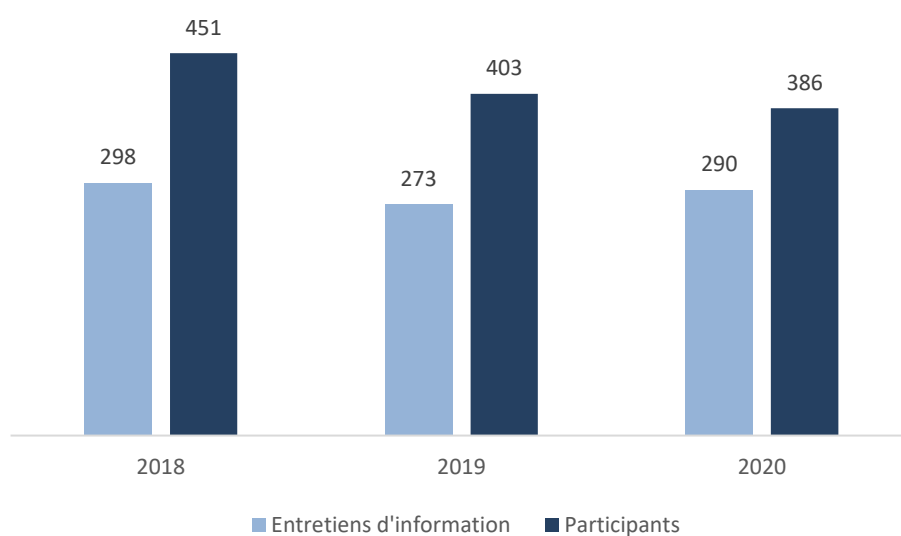
Divorce-séparation effective	Divorce-séparation envisagée	Parents/ fratries	Grands-parents/ petits-enfants	Parents/ jeunes adultes	Parents/ adolescents	Autres * (personnes âgées ou dépendantes)	Total
228	11	3	14	1	19	14 *	290

* Cet intitulé correspond à des situations liées à des conflits concernant les donations, les successions



ENTRETIENS ET PROCESSUS DE MEDIATION

Une activité importante qui se confirme en 2020 :



En lien avec le passage à un E.T.P. d'une médiatrice familiale à compter du 1^{er} septembre 2020 (soit un mi-temps supplémentaire sur le service), nous devons mettre en œuvre, en 2020, 62 processus de médiation familiale et 400 entretiens de médiation familiale.

Malgré les effets du premier confinement (de la mi-mars à la mi-mai) qui ne nous a pas permis d'accueillir du public, l'activité du service reste importante :

- 290 entretiens d'information
- 71 processus de médiation familiale (144 séances)

Au total 386 personnes sont passées par notre service dans le cadre de leur séparation.

Nous avons reçu 36 adolescents cette année dans le cadre de 19 médiations parents-adolescents ordonnées par le Juge aux affaires familiales.

Nous avons enregistré cette année des dossiers provenant du tribunal judiciaire qui ont été ouverts, puis clôturés les personnes n'ayant pas pris contact dans le délai des trois mois (34 dossiers jusqu'en octobre 2020). Il y en avait une trentaine en 2019.

Lorsque nous adressons un courrier au Juge aux affaires familiales indiquant que les personnes n'ont pas à ce jour pris contact avec le service, nous en adressons une copie aux personnes. Parfois certaines d'entre elles reprennent contact avec le service, en vue d'une information à la médiation familiale. Nous les inscrivons à ce moment-là comme des entretiens d'information conventionnels.



REPARTITION SELON L'ORIGINE DE LA DEMANDE

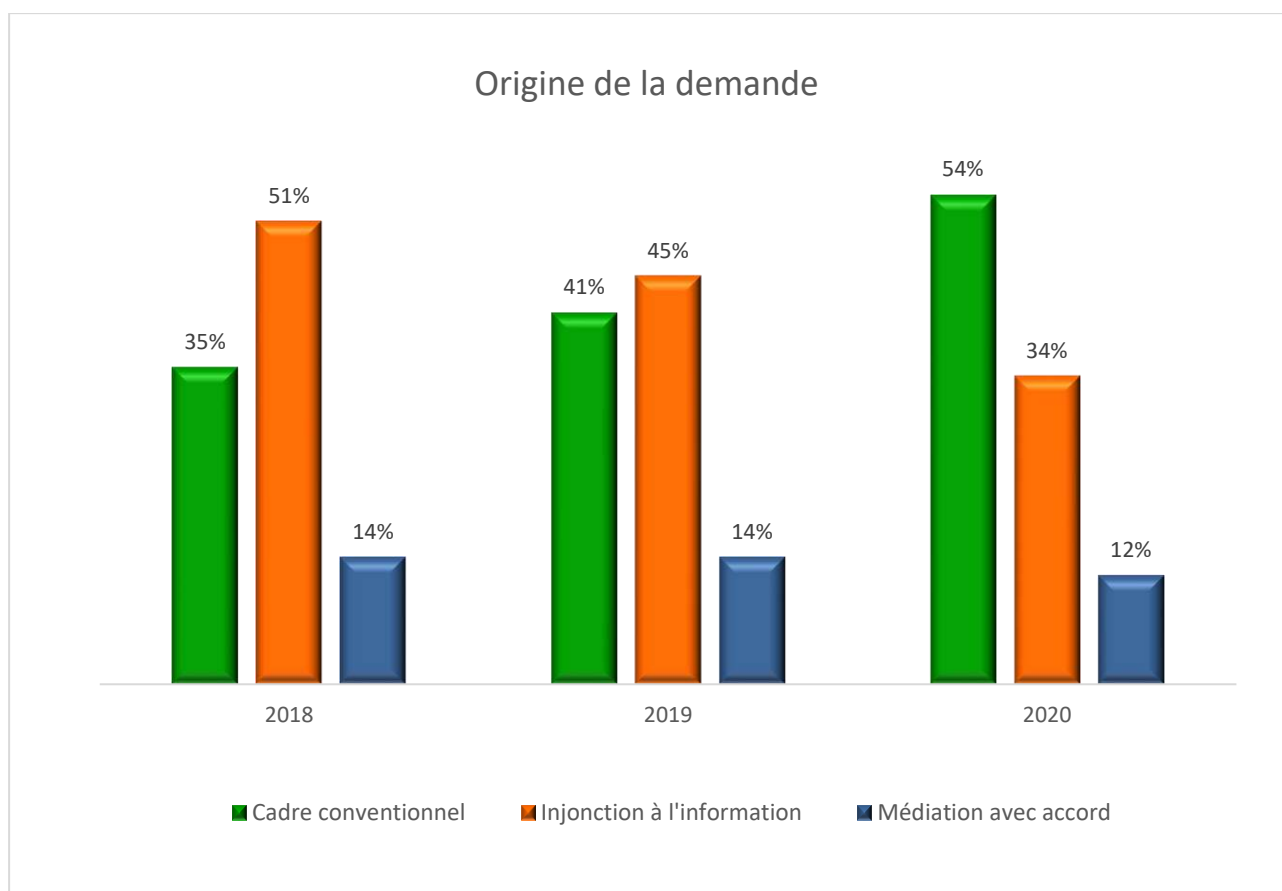
Sur le plan judiciaire, le tribunal continue à nous adresser de nombreuses demandes : 135 au total (160 l'an dernier)

- 100 sous forme d'injonction à l'information,
- 35 ordonnances de médiation où les personnes ont donné leur accord au juge des affaires familiales pour s'engager dans ce processus.

Le partenariat avec la justice qui se poursuit vient poser la médiation familiale comme une alternative au mode judiciaire. Elle peut être une possibilité pour des parents de se remobiliser dans la poursuite de leur parentalité qu'ils doivent définir dans le cadre de leur séparation. Elle leur permet de retrouver une place d'acteurs dans un projet familial qu'ils seront dans l'obligation de revisiter de façon à le faire évoluer en fonction de l'âge des enfants, du contexte de vie familiale et professionnelle.

Même si aujourd'hui la médiation familiale s'est fait connaître, l'envoi de dossiers par le juge aux affaires familiales est un levier pour sa mise en place en facilitant son accès par l'information. Bien souvent les personnes découvrent concrètement les modalités d'intervention et les principes déontologiques lors de l'entretien d'information.

En conventionnel, nous avons mené 155 entretiens d'information. Les personnes ont été accueillies pour les informer et leur proposer de s'engager en médiation familiale, s'ils en voyaient l'utilité. Parfois elles viennent simplement se rassurer et chercher des informations. Elles souhaitent vérifier comment les contours des engagements ou des modifications vont devoir être présentées pour validation par le JAF. Elles souhaitent également prendre le temps de revisiter une proposition commune pour voir s'elles ont pensé à tout.



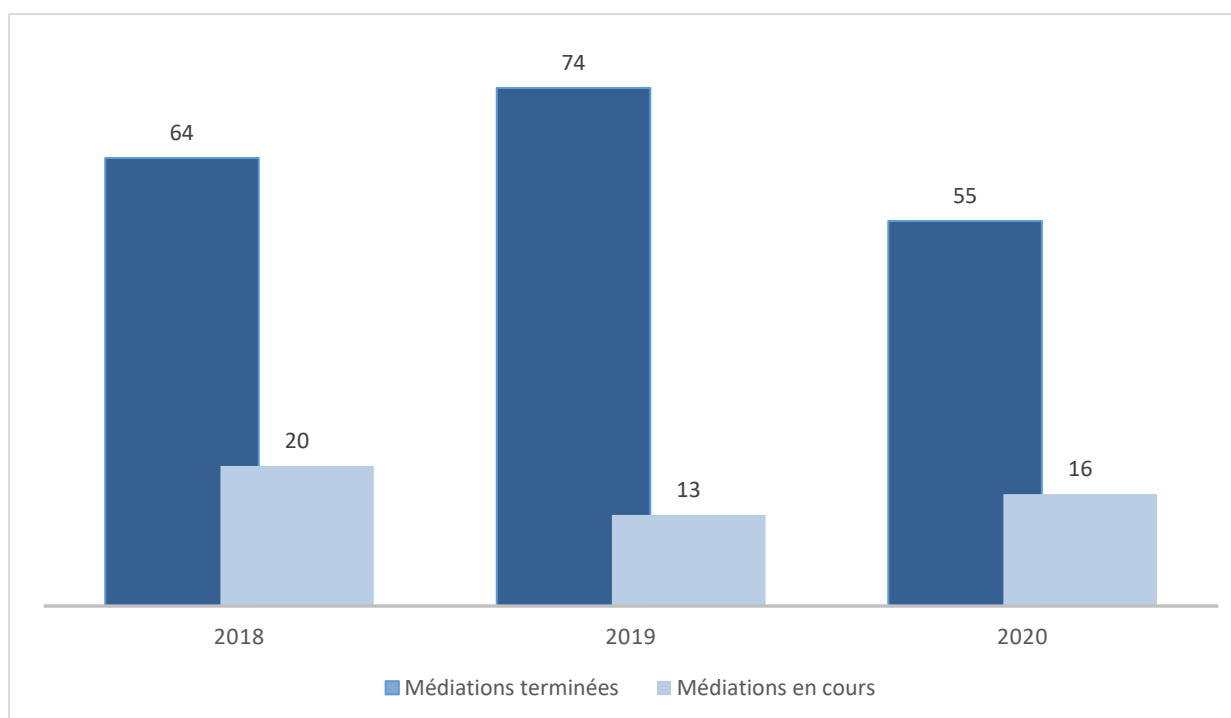
Il arrive souvent que les personnes soient en désaccord, s'interrogent ou soient déterminées dans leur choix. L'objectif de la médiation familiale va être de les décentrer, leur permettre de porter un regard sur :

- leur carte familiale (place de chacun dans la famille, recomposition familiale),
- les attentes de chacun,
- leurs besoins,
- les besoins de leurs enfants.

L'essentiel de notre travail porte sur la possibilité pour les personnes d'exprimer leurs besoins et d'être écoutées par l'autre. Faire l'expérience de trouver ensemble une solution adaptée, redonne confiance, permet de se sentir soutenu. Parfois nous sommes amenées, à l'issue de l'entretien d'information, à leur proposer une réorientation aux personnes : sur les trois dossiers concernés, les personnes ont été orientées vers un conseiller conjugal (2 dossiers) et vers une thérapie familiale (1 dossier).

PROCESSUS DE MEDIATION

Evolution sur 3 ans



55 processus de médiations ont été menés à terme, 16 sont encore en cours à la fin de l'année.

DUREE DES MEDIATIONS TERMINEES

55 MEDIATIONS TERMINEES

DUREE DES MEDIATIONS TERMINEES

	Conventionnelles	Judiciaires
<i>moins de 3 mois</i>	20	13
<i>de 3 mois à moins de 6 mois</i>	5	5
<i>de 6 mois et plus</i>	3	9

Dans la majorité des situations, nous constatons des processus de médiation courts, une ou deux séances :

- soit les personnes viennent pour traiter un point précis et les échanges leur permettent de trouver un accord,
- soit elles constatent que l'espace de médiation ne correspond pas à leur attente, ou qu'elles ne sont pas prêtes à s'engager dans cette démarche et ne donnent pas suite.

Les personnes souhaitent trouver des solutions rapides, quand elles comprennent la nécessité de faire un point sur leur séparation :

- qu'elles sont en capacité de dire, d'exprimer leurs ressentis, leurs besoins,
- de comprendre et constater que l'autre n'a pas forcément les mêmes.

Elles prennent conscience de l'importance de communiquer, du pas à faire pour chacun vers l'autre en tant que parent, pour retrouver du respect et de la confiance.

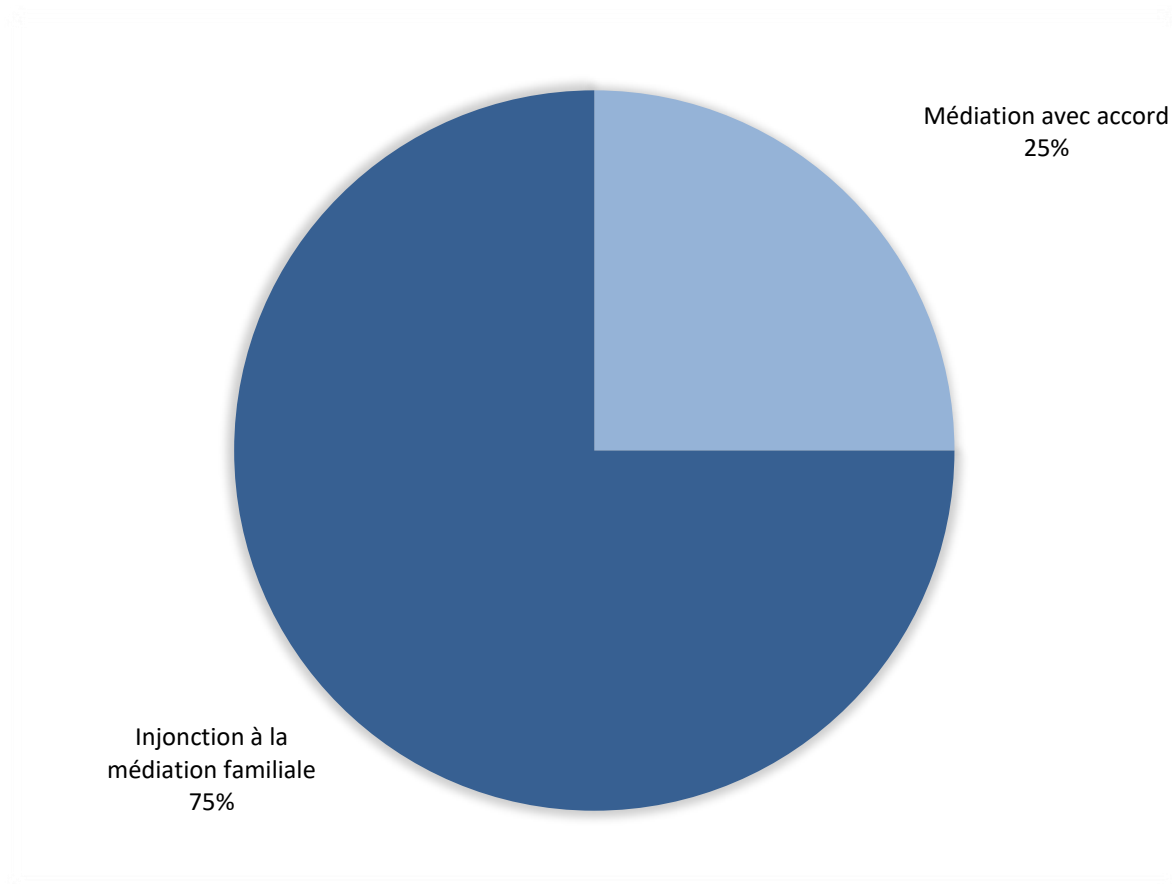
Souvent les parents s'aperçoivent en médiation que leur fonctionnement, le manque de communication entre eux, ont fait de leurs enfants des otages de la séparation. Des enfants qui sont dans l'incapacité d'exprimer leurs besoins, car ils souhaitent satisfaire chacun des parents en leur disant ce que chacun a envie d'entendre, mettant en sourdine, étant dans l'incapacité de faire part de leur ressenti de peur de blesser l'un des parents et de perdre son amour.

Nous voyons régulièrement des personnes qui reviennent en médiation familiale parce qu'avec le temps, elles se sentent en capacité d'entrer dans ce travail.

D'autres nous contactent avec de nouvelles préoccupations, donnant à l'espace qu'on leur propose une fonction de lieu d'échanges et de réflexion qui va leur permettre de poursuivre un projet en tenant compte de l'évolution de leurs besoins et des besoins de leur(s) enfant(s).

LES DEMANDES JUDICIAIRES

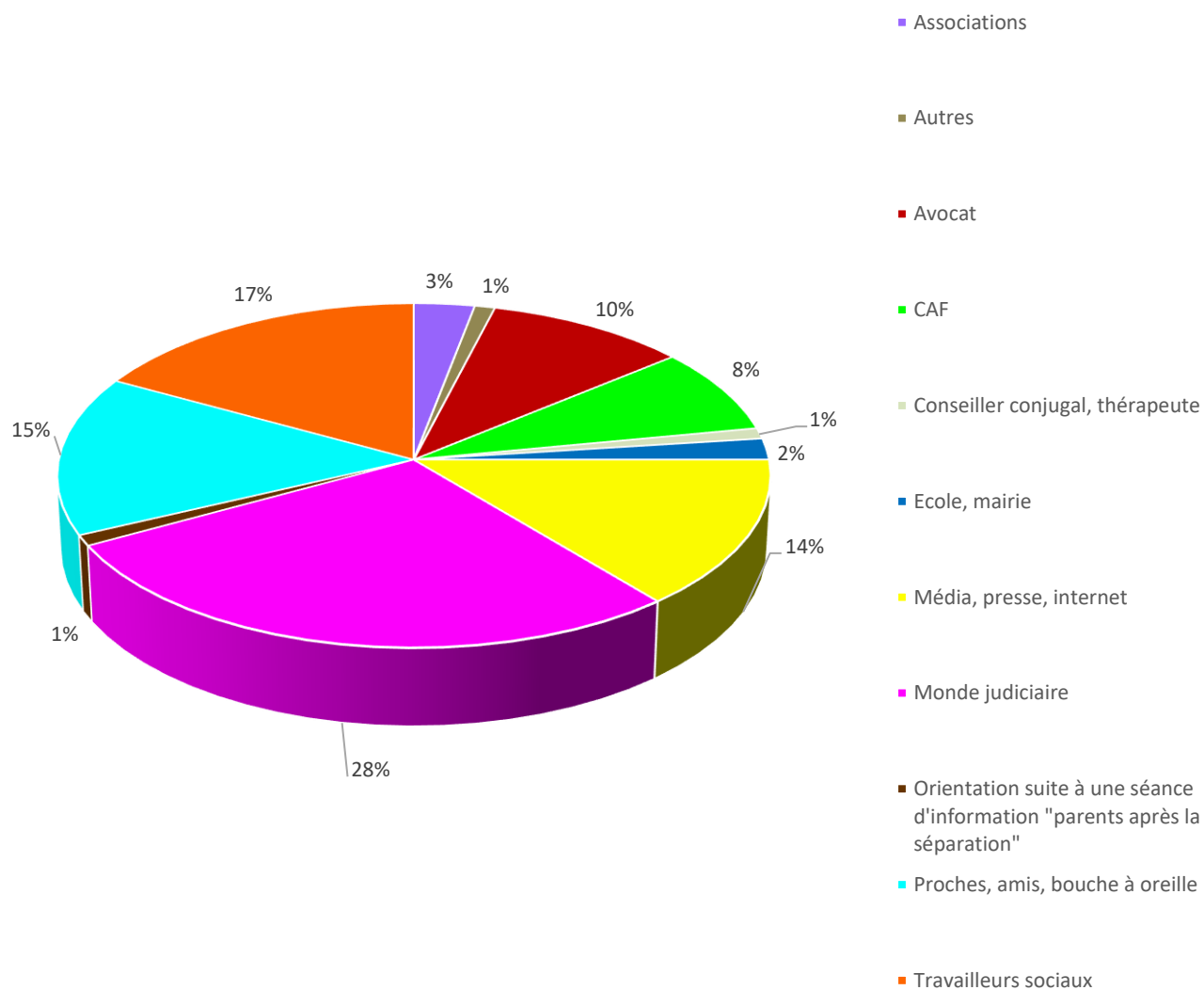
DEMANDES JUDICIAIRES : 135



LES DEMANDES CONVENTIONNELLES

DEMANDES CONVENTIONNELLES : 155

- **Mode de connaissance**



La médiation dans le cadre des affaires familiales au Tribunal de Grande Instance de Blois (médiation au pied de l'audience)

Dans le cadre des procédures auprès du JAF « hors et après divorce », un dispositif de Médiation a été mis en place depuis le mois de novembre 2016.

Cette approche présente un bilan très positif.

S'il est clair que ce temps n'est pas celui où la Médiation Familiale peut se dérouler de manière traditionnelle, il en permet une première approche. C'est le temps pour les personnes d'expérimenter la posture du Médiateur Familial notamment dans son éthique d'impartialité et de neutralité. Elle est entendue, comprise et éprouvée. Eprouver cette posture, même durant un temps court, est une première expérience de la Médiation Familiale, de la posture spécifique du Médiateur Familial et de la sécurité qu'il peut apporter.

Les personnes y comprennent leur intérêt. En effet, elles ont là, la possibilité de décider de définir par elles-mêmes des solutions concrètes répondant au mieux à leur situation. Dans cet espace, elles peuvent retrouver le pouvoir de décider, y compris dans le fait de confier la décision au Juge aux Affaires Familiales. Il n'y a pas la recherche d'un accord à tout prix. Cet espace est un lieu privilégié de promotion de la Médiation Familiale.

Concrètement, dans les 2/3 des situations, les personnes formalisent un accord. Dans d'autres, elles suspendent leur procédure en la renvoyant à une date ultérieure afin de disposer du temps nécessaire pour venir ensemble au service de Médiation Familiale.

Ils peuvent également s'adresser au service dans un second temps, plus tard, pour une modification de la convention parentale homologuée par le juge. Ils ont alors, par cette expérience, éprouvé suffisamment de sécurité pour avoir l'envie de tenter une démarche amiable de résolution du conflit parental qui les oppose.

Enfin, dans certaines situations, il n'y a pas d'accord possible dans ce cadre. C'est alors au Juge aux Affaires Familiales que revient la décision. Cependant les personnes auront eu connaissance de la médiation familiale, et pourront ainsi peut-être y faire appel à un autre moment de leur vie.

Par ailleurs, la présence d'un médiateur familial au sein du TGI rend la médiation familiale plus visible et accessible pour le barreau. Cette proximité hebdomadaire permet maintenant un partage des intérêts et interrogations sur des sujets communs qui traversent nos deux corps de métier.

Les compétences et la posture singulière de chacun sont maintenant reconnus. Il en résulte une réelle complémentarité dans l'accompagnement des dossiers communs.

Bilan du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020

Sur 264 dossiers

- 121 - accords avec signature d'une convention parentale
- 26 - une des parties ne s'est pas présentée
- 69 - absence d'accord
- 21 - les deux parties ne se sont pas présentées
- 7 - renvois en Médiation Familiale
- 2 - désistements
- 17 - renvois en Médiation Familiale du fait de la grève des avocats
- 1 - renvois en audience pour cause connaissance personnel d'une personne

85 % des dossiers sont parvenus à un accord

L'AUDITION DES MINEURS

Dans le cadre de l'activité de Médiation Familiale, nous pouvons être amenés à auditionner des mineurs par délégation du magistrat chargé de la chambre de la famille de la Cour d'Appel d'Orléans.

La médiatrice familiale, se situe dans un rôle singulier mais toujours tournée vers l'expression des besoins de chacun. Ici, plus spécifiquement, ce sont ceux de l'enfant demandant à être entendu. Une vigilance particulière est à l'œuvre afin de ne pas induire, par des questions, l'impression d'être partie prenante pour l'un ou l'autre des parents. En ce sens, il est souligné que le médiateur familial aura le souci de conserver une forme d'impartialité. Il s'agit, de proposer à l'enfant un cadre suffisamment sécurisant, afin que sa parole puisse être déposée et entendue de la manière la plus juste pour lui.

L'adolescent est très sensible au fait d'être entendu. Il est également nécessaire de lui préciser son droit à être entendu tout en lui rappelant qu'il n'est en aucun cas décisionnaire. La décision, dans ce contexte revenant au Juge.

DES PROJETS A DEVELOPPER

Le service de médiation familiale étant très actif, notre temps est principalement consacré à l'accueil des personnes : entretiens d'information à la médiation familiale et séances de médiation familiale.

Du temps supplémentaire nous permettrait de développer de nouvelles actions de promotion de la médiation familiale afin d'étendre l'activité du service.

[Le partenariat avec les écoles de formations du secteur médico-social](#)

Deux sites de formation présents à Blois, l'Institut de Formation aux Soins Infirmiers, et le lycée professionnel de la Providence dispensent des formations pour de futurs professionnels pouvant orienter des personnes en médiation familiale.

Pouvoir rencontrer les responsables de ces formations, leur présenter la Médiation Familiale et envisager avec eux la possibilité d'une intervention auprès de leurs étudiants serait pertinent.

[La communication concernant la médiation parents-adolescents](#)

A la demande de la MDCS Nord Loire de Blois, nous avons participé à une rencontre avec les professionnels de celle-ci afin de les informer sur ce qu'est la médiation parent-adolescent. Dans le cadre de la médiation parent-adolescent, le médiateur familial intervient avant tout, dans le cadre de la séparation des parents, dans les situations de risque de rupture de lien entre un parent et son adolescent. Il apparaît effectivement primordial de bien communiquer sur nos actions afin que les partenaires, éventuels orienteurs, soient dans une juste compréhension de notre rôle. Cette rencontre aussi riche fût-elle, mériterait d'être étendue à d'autres MDCS.

Dans le même but, communiquer sur la médiation parent-adolescent auprès des assistantes sociales de l'éducation nationale semble très intéressant.

[La communication avec le barreau de Blois](#)

Dans la continuité de la visibilité de la médiation familiale permise par la mise en place des médiations au pied de l'audience, il semblerait intéressant de participer à l'organisation d'une rencontre commune entre le barreau de Blois, les Juges aux Affaires Familiales et le service de Médiation Familiale. Ceci permettrait de poursuivre le travail de partage de compétences et de reconnaissance débuté. Plus de lisibilité sur le travail de chacun permettrait de continuer à définir la singularité des rôles de chacun et leur complémentarité pour ensuite mieux savoir parler de l'autre professionnel en son absence et ainsi mieux orienter les personnes en fonction de leurs besoins.

CONCLUSION

Le nouveau projet de service a été affiné en 2020 et a permis de reprendre les principes fondamentaux à l'œuvre en médiation familiale, de décliner les orientations que nous souhaitons donner à ce service et les perspectives pour les 5 ans à venir.

Durant les deux dernières années, le service s'est renouvelé à travers les changements de médiateurs familiaux. Le fil rouge est tenu autour des objectifs qui sont les suivants :

- déconflictualiser les séparations et établir un dialogue parental
- responsabiliser les personnes en les mettant en capacité de prendre en main les modalités de leur séparation
- protéger les enfants des conflits parentaux destructeurs et respecter la coparentalité.

Le CESS est au cœur de la complexité des problématiques rencontrées entre protection de l'enfant et soutien à la parentalité. La médiation familiale comme l'Espace de Rencontre Parents Enfants apporte son regard, son expérience. Dans les années à venir, il sera important de développer son expertise et de participer à une évaluation partagée des problématiques à traiter. Partager des compétences interdisciplinaires devront permettre une réponse cohérente, organisée autour du soutien à la parentalité et à l'action éducative.